

Des économistes allemands proposent de passer à la semaine de 30 heures
Rachel Knaebel, *Basta !*, 20 février 2013



« Le chômage a atteint en Europe des ordres de grandeurs insupportables. Le chômage des jeunes est particulièrement effrayant », alertent des économistes allemands. Sans oublier les travailleurs pauvres, qui triment parfois 50h par semaine sans pouvoir en vivre. Dans une lettre ouverte, ces économistes proposent de réduire équitablement le temps de travail en passant à la semaine de 30h, sans baisse de salaires. Une proposition qui suscite le débat en Allemagne.

Surprise au pays du « modèle allemand » : dans une lettre ouverte aux syndicats et aux partis politiques, des économistes allemands demandent une réduction du temps de travail à 30 heures par semaine. Il n'y aura « *jamais plus de plein emploi sans réduction du temps de travail* », défendent les auteurs de l'appel déjà signé par plus de cent économistes, chercheurs, responsables syndicaux et quelques personnalités politiques de gauche ou indépendantes (Die Linke, SPD et Pirates). L'initiative a été discutée dans des grands journaux nationaux, de gauche comme de droite.

« L'Allemagne et toute l'Union européenne se trouvent dans une crise sociale et économique grave », écrivent les auteurs de la lettre ouverte. « Le chômage a atteint en Europe des ordres de grandeurs insupportables. Le chômage des jeunes, qui dépasse les 50 % dans certains pays, est particulièrement effrayant. En Allemagne le nombre d'emplois a certes augmenté ces dernières années, mais il s'agit en grande partie d'emplois précaires et à durée déterminée, qui ne suffisent pas pour vivre », assèment-ils, loin des poncifs répétés à l'envi par certains commentateurs français.

Allemagne : 6 millions de quasi chômeurs

« Aujourd'hui en Allemagne, si nous incluons les employés travaillant à temps partiel de manière contrainte, environ six millions de personnes sont au chômage ou sont sous-employées, poursuivent les économistes. Alors que beaucoup de personnes au chômage souffrent de dépression et de dévalorisation, les salariés doivent, eux, assumer un surcroît de travail. Comme nombre d'études scientifiques le montrent, le stress, le phénomène de Burnout et les maladies chroniques et psychosomatiques augmentent. Cette situation est indigne dans une société moderne du XXI^e siècle. » De quoi faire écho aux débats sur [l'accord interprofessionnel](#) signé le 11 janvier 2013 à Paris.

« Près d'un million de travailleurs pauvres font aujourd'hui des semaines de 50 heures et plus pour gagner un revenu suffisant pour vivre. De plus en plus d'actifs doivent recevoir, malgré un emploi, des allocations sociales en complément. Et ceux qui n'ont rien aujourd'hui sont aussi promis à la pauvreté quand ils arriveront à l'âge de la retraite. Les conditions dans les autres États européens sont comparables, voire pires. »

Une solution : la semaine de 30h également répartie

Face à ce terrible constat, économistes et syndicalistes estiment qu'« une réduction du temps de travail à 30 heures par semaine est nécessaire et urgente. Le temps de travail moyen en Allemagne est de toute façon aujourd'hui déjà en moyenne de 30 heures par semaine, mais le travail est réparti de manière inégale [1]. L'exigence d'une semaine à 30 heures prend en compte toutes les formes de réduction envisageables (allongement des congés payés, sortie plus précoce de la vie active, années sabbatiques). Cette revendication est à poser pour tous les États européens. Car le chômage de masse est partout présent et augmente de manière dramatique dans beaucoup de pays de l'Union. »

Pour les initiateurs de l'appel, la réduction du temps de travail ne concerne plus seulement les partenaires sociaux : *« Il s'agit d'un projet de la société toute entière. »* Ils insistent par ailleurs sur la nécessité d'une réduction « sans perte de salaire ». *« Nous connaissons les nombreux cas où les travailleurs ont fait des expériences négatives, parce que les réductions du temps de travail réalisées jusqu'ici se sont faites sans embauche de chômeurs et souvent avec une hausse de la pression au travail ».* Pour eux, seule une réduction collective du temps de travail à 30 heures, à un niveau macroéconomique, est *« une clé décisive, si ce n'est la plus importante, pour la perspective d'un plein emploi. »*

Des réductions du temps de travail ont déjà été entreprises en Allemagne, mais au niveau d'une entreprise, avec la semaine des 28,8 heures dans certains ateliers de Volkswagen, ou d'une branche, avec la semaine de 35 heures instaurée dans les années 1990 dans le secteur de la métallurgie dans l'ouest du pays.

Rachel Knaebel

P.-S. L'appel est à télécharger (en allemand) [ici](#)

Lettre ouverte aux comités de direction des syndicats, partis, associations sociales et environnementales et aux directions des Églises en Allemagne

Exiger la semaine de trente heures !

Sans réduction du temps de travail, plus jamais de plein emploi !

Signataires de cette lettre ouverte, nous nous adressons aux représentant-e-s des syndicats, à tous les partis démocratiques, aux directions des associations sociales et environnementales de même qu'aux directions des Églises en Allemagne en les priant instamment d'accorder à la *lutte contre le chômage de masse* la plus haute priorité, économique et politique, sociale et humanitaire. L'Allemagne et toute l'Union européenne connaissent une grave crise économique et sociale. Le chômage a atteint en Europe une ampleur insupportable. Particulièrement effroyable est le chômage des jeunes qui, dans certains États, dépasse les 50 %. En Allemagne, le nombre des jobs a certes augmenté, mais ce sont en majorité des emplois précaires qui ne suffisent pas comme base de subsistance (ce qu'on appelle des conditions d'emploi précaires).

Maîtriser la crise du marché de l'emploi exige la participation de *toutes* les forces démocratiques dans le pays.

Il faut empêcher le pouvoir économique et la politique néolibérale de continuer à faire peser les charges de la crise sur la majorité de la population salariée, les chômeurs et les personnes économiquement faibles. Ce qui est nécessaire, c'est une répartition loyale du travail par une diminution collective du temps de travail. Combattons ensemble pour cet objectif ! Depuis des années, a lieu un transfert, socialement et économiquement contre productif, des revenus du travail au bénéfice des revenus de la propriété (profit, intérêts, loyer, bail).

La demande intérieure s'en est trouvée limitée et le capital excédentaire - loin de l'économie réelle de la production - détournée vers le secteur de la finance. Avec pour conséquence d'énormes spéculations et des crises financières. La maîtrise de la crise ne doit pas être laissée à ceux qui ont tiré des profits élevés des crises et tentent maintenant de nouveau d'assurer avec des semblants d'alternatives et une thérapie des symptômes d'assurer le niveau de richesse des possédants, aux frais de la grande majorité de la population. Près de quarante années de capitalisme néolibéral, cela suffit.

Cette voie erronée de politique économique a conduit, non seulement en Allemagne et en Europe mais dans le monde entier, à une misère sociale incommensurable. Une politique économique, qui parie aveuglément sur la poursuite de la croissance, aggrave également les dangers du changement climatique et de la destruction de la nature, elle a approfondi la cassure à l'intérieur et entre les sociétés, rendu les riches encore plus riches et les pauvres plus pauvres.

Le transfert néolibéral des revenus n'aurait pas été possible sans le long chômage de masse. Ni en Allemagne, ni dans un autre pays. Un excédent d'offre sur les marchés entraîne une perte de salaire. C'est pourquoi les profiteurs et leurs soutiens politiques tentent de toutes leurs forces de détourner l'attention de l'existence d'un chômage de masse. Les néo-libéraux se montrent en Allemagne particulièrement véhément sur ce terrain. Leur propagande, selon laquelle il y aurait en Allemagne de nouveau presque le plein emploi, confine, face à la réalité du chômage de masse, au cynisme. Le manque de main d'oeuvre qualifiée dans certaines branches, qui est artificiellement gonflé, serait rapidement éliminé par une meilleure rémunération et, à long terme, par une meilleure formation. De même, l'affirmation des néo-libéraux selon laquelle, à cause des évolutions démographiques et pour assurer les retraites, nous devrions travailler plus longtemps ne repose sur aucun fondement scientifique.

Ce qui est exact en revanche : en Allemagne, à l'heure actuelle, si nous incluons seulement les temps partiels non volontaires et les temps insignifiants, environ 6 millions de personnes sont sans travail ou sous-employées. Tandis que beaucoup souffrent des conséquences psychologiques du chômage - dépressions, sentiments d'infériorité, etc. - les travailleurs dans les entreprises doivent prendre sur eux les conséquences d'un surtravail.

Comme nombre d'études scientifiques l'attestent, le stress, le burnout, les maladies psychosomatiques et chroniques augmentent de manière dramatique. Cette situation est indigne d'une société moderne du 21^e siècle. Le modèle néolibéral dominant a, dans le cadre du chômage de masse, privé les syndicats de leur pouvoir d'intervention et les a mis sur la défensive. Les personnes qui ont un emploi ont peur de le perdre. Cela induit un comportement, de leur part et de celle des chômeurs, qui confine à la soumission. Ce qui fonde la disponibilité pour des concessions considérables (diminution de salaire,

allongement du temps de travail, intensification du travail, plus de flexibilité) et le nouvel affaiblissement des syndicats - pas seulement au moment des accords tarifaires.

Entretiens, il y a près d'un million de personnes à faible revenu qui travaillent 50 heures par semaine et même plus pour un revenu dont on ne peut pas vivre. Toujours plus de travailleurs/euses reçoivent – bien qu'en emploi - l'allocation complémentaire Hartz IV. Ceux qui aujourd'hui déjà n'ont rien sont en outre condamnés à une vieillesse dans la misère. Les conditions sont identiques voire pires encore dans la plupart des États de l'Union européenne.

Le chômage de masse est la cause de la concurrence ruineuse entre travailleurs et favorise l'apparition du secteur à bas salaires et des formes discriminatoires de travail comme le transfert provisoire de salariés et les contrats d'entreprise sans représentation syndicale. C'est pourquoi une réduction de la durée de travail à trente heures est une nécessité urgente. La durée moyenne de travail en Allemagne est de toute façon déjà d'environ *30 heures par semaine*, mais le travail est réparti de manière inégale. La revendication de la semaine de 30 heures inclut *toutes les formes* imaginables (y compris un allongement des congés, ou une sortie précoce de la vie professionnelle ou des congés sabbatiques, etc). Il faut poser cette exigence fondamentalement à dans tous les États d'Europe. Car le chômage de masse règne partout et il s'accroît de manière dramatique dans beaucoup d'États européens.

La réduction du temps de travail ne relève plus des conventions tarifaires mais c'est un *projet social global*. La répartition loyale du travail prend en compte aussi bien les intérêts des personnes en emploi que ceux des chômeurs. Du fait qu'elle rend enfin possible l'accord entre la famille et le métier, c'est aussi une avancée importante vers l'égalité et une mesure de politique de la famille qui a tout son sens.

La marge de répartition est toujours le taux de productivité plus celui de l'augmentation des prix. Or, la réduction du temps de travail est la seule réponse logique aussi bien qu'historiquement conséquente aux augmentations annuelles de productivité qui dépassent les taux de croissance économique réels et mènent ainsi à un recul du volume de travail et, sans réduction du temps de travail, au chômage. La réduction du temps de travail n'est possible qu'avec une totale compensation des salaires et des personnels, sinon le taux salarial continue à plonger, ce que montrent des calculs économiques globaux¹. Nous prions donc en particulier les dirigeants syndicaux dans les conventions tarifaires mais également aussi les scientifiques, les politiques et publicistes de contrer fermement l'affirmation selon laquelle une réduction de la durée du travail ne serait pas possible avec une pleine compensation des salaires et des personnels.

L' "Initiative réduction du temps de travail" ne peut pas venir des personnes en emploi de leurs entreprises dans chaque secteur économique séparément. Pour venir à bout du piège de la rationalité il faut une *campagne concertée du DGB* pour l'initier qui dépasse le niveau de l'entreprise. C'est pourquoi les responsables syndicaux ont, à notre avis, à assumer une responsabilité importante. Mais ce n'est aussi qu'avec un large soutien du monde politique, des organisations sociales et environnementales ainsi que des Églises et de l'ensemble de la société civile, que pourra finalement être introduite la fin du chômage de masse.

¹ Voir Heinz-J. Bontrup/Mohssen Massarat : « Manifeste pour venir à bout du chômage de masse » dans Ossietzky (tiré à part), mai 2011.

Nous connaissons les conditions difficiles dans les entreprises où les travailleurs se défendent contre des allongements du temps de travail après que la lutte contre la semaine de 35 heures se soit enrayée, et nous connaissons de très nombreux cas où des travailleurs ont accumulé les expériences négatives parce que les réductions de temps de travail sans embauche de chômeurs ont souvent eu pour prix une pression croissante sur le travail. Il faut un travail d'explication dans les entreprises dans le cadre d'une planification du personnel conquise conformément au statut de l'entreprise.

Car seule une réduction collective à une semaine de 30 heures à l'échelle de l'ensemble de l'économie, nous en sommes convaincus, une des clés décisives pour la perspective d'un plein emploi – voire la clé déterminante. Nous nous déclarons pour cette raison prêts à soutenir et accompagner effectivement une campagne à ce sujet à l'échelle de la société.

Premiers signataires (au 11/02/2013)

Responsable pour la presse .

Prof. Dr. Heinz-J. Bontrup (Tel. 0160/94479984)

Prof. Dr. Mohssen Massarrat (Tel. 0176/96746309)

Contact

30-Stunden-Woche@gmx.de